

FOUR
TOUS

Djilali SARI

L'INSURRECTION
DE 1871



Ouvrage numérisé par
l'équipe de

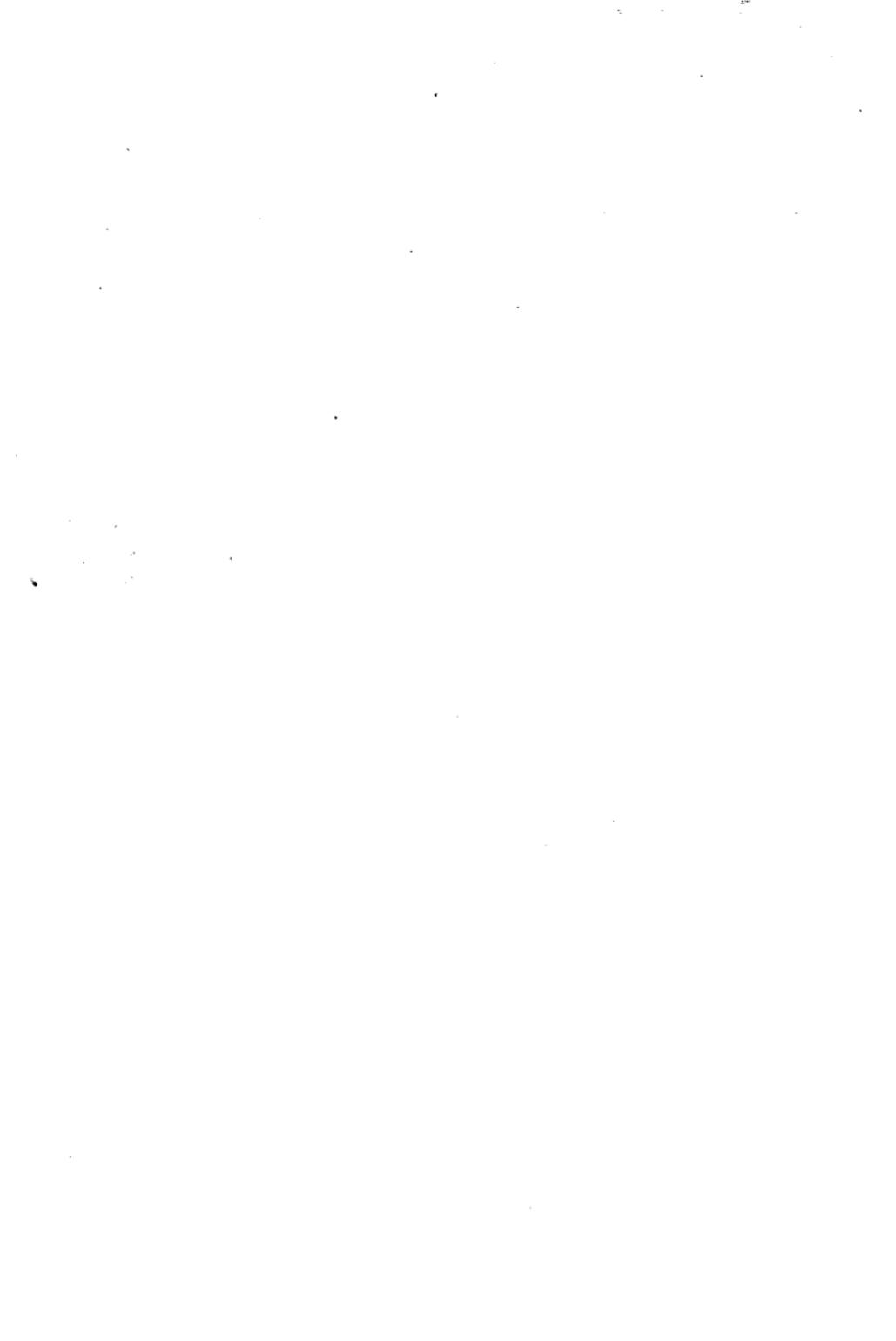
ayamun.com

Janvier 2016



L'INSURRECTION DE

1871



L'INSURRECTION DE 1871

C'est entre les deux importantes décisions historiques, celles des 24 février et 13 avril 1971, relatives dans le premier cas comme dans le second cas, « à l'extension de la Révolution dans le secteur du pétrole » que l'Algérie a célébré le centenaire de l'Insurrection de 1871.

Ce fut, le samedi 8 avril 1871 que le Djihad, ou Guerre Sainte fut proclamé solennellement à SEDOUQ (Sétif) contre les armées coloniales, et leurs supports, les colons. Cependant les combats qui commencèrent dès janvier de la même année, faisaient déjà rage dans de nombreux secteurs de l'EST et allaient s'étendre avec plus d'ardeur et de foi, après cette proclamation.

Cette insurrection de 1871 constitue un véritable tournant dans l'histoire contemporaine de l'Algérie. Comme la Guerre de Libération, elle fut d'abord et avant tout une guerre populaire, celle des masses populaires, des moudjahidines qui furent le plus souvent contraints de n'opposer aux armements lourds, que leur foi et leur sang. Comme de 1954 à 1962, elle se traduisit par de grands boule-

versements dans les campagnes. Aussi l'insurrection de 1871, n'est-elle en définitive, que la préface de la Guerre de Libération.

Dès lors, au moment où le pays vient de s'engager dans une étape ultime de décollage économique, consécutivement à l'exécution du plan quadriennal, et de récupération de nos ressources énergétiques, il convient de revoir les pages de cet évènement, d'en préciser les causes et les principales étapes, même, si on est contraint de se rabattre seulement sur les documents de la partie adverse.

CAUSES ET ORIGINES DE L'INSURRECTION DE 1871

La reprise des combats au début de 1871, après une quarantaine d'années de luttes et de sacrifices, était-elle inévitable ? Pourquoi les populations s'empressèrent-elles de répondre massivement à l'appel du 8 avril 1871, en dépit de l'insuffisance des ressources et des moyens de résistance ?

La participation des masses rurales au djihad traduisit sans aucun doute de graves préoccupations et de sérieuses menaces. Comment ? Peut-on en déterminer les principales causes ?

Un historien, Ch. A Julien (3) les a ainsi résumées :

« Menacés dans leur personne et leurs biens par les discours des colons et les articles de presse, persuadés par les officiers que le régime civil restaurerait anarchie et misère, spectateurs de luttes qui révélaient de profondes divisions entre les Français, les Algériens, qui ne s'étaient jamais résignés à la domination étrangère, jugèrent l'occasion opportune de se révolter ».

1) *Des causes anciennes et permanentes : le refus de la domination étrangère*

La continuité des combats, depuis le débarquement de Sidi Ferruch, le 5 juin 1830, l'extension des opérations à travers tout le territoire national, de Tlemcen à Tebessa et de la mer au Sahara, leur intensité explique bien le refus du peuple de se laisser mener. Or même durant le Second Empire, et en dépit des voyages de Napoléon III et des prises de position de ce dernier, en faveur des Algériens, les masses restent hostiles à toute domination étrangère, quelles que soient ses orientations.

C'est ainsi que les officiers des Bureaux Arabes ceux qui sont au contact permanent des tribus, l'ont bien compris et sont tous unanimes : les algériens supportent mal la domination étrangère. L'un d'eux écrit :

« Nous nous trouvons et nous trouverons encore pendant longtemps en face d'un peuple qui supporte avec peine notre domination et qui cherche tous les moyens, toutes les occasions de s'en affranchir ; pour le maintenir nous ne pouvons compter que sur notre armée... »

Et le général Daumas de préciser :

« Les arabes ont tous la conviction qu'un peu plus tôt ou un peu plus tard, nous quitterons le pays ».

Et un autre de souligner en 1865 :

« Il n'est guère de Kabyles ou d'Arabes qui ne soient convaincus que nous devons dans un avenir prochain quitter l'Afrique. Il n'est même pas rare de voir prêter de l'argent remboursable au jour du départ des Français » (1).

Ainsi même sous le Second Empire, et en dépit des prises de position du « Sultan » des Arabes Napoléon III, les masses populaires restent fermement attachées à l'esprit d'indépendance et de liberté. Ceci n'est point surprenant ni nouveau.

2) Des menaces sérieuses et de plus en plus imminentes : la dépossession.

Ces menaces sont également anciennes et sont la conséquence directe de la Conquête de 1830. La mise en place du système colonial, son affirmation s'accompagnent inévitablement de la dépossession des paysans. Aux confiscations des biens du beylik, ceux des habous, suivent de nouvelles mesures en vue de la création et de la multiplication des centres de colonisation, d'autant plus que la population européenne s'accroît et se diversifie à la suite des crises politiques et économiques en France.

Pour faciliter l'implantation des nouveaux venus, les autorités coloniales décident le cantonnement des tribus, pour se procurer de nouvelles ter-

res. Citons deux exemples. Les Ouled Kosseir perdent 12 000 ha de terres riches dans la vallée du Chélif, dans l'emplacement même d'El Asnam, sur les 39 000 ha qu'ils possédaient... A Azzaba, les fellahs sur les 50 781 ha de leurs anciennes terres ne conservent plus que 7 376 ha. Souvent les fellahs ainsi cantonnés ne gardent plus que moins de cinq hectares, soit des superficies très insuffisantes (5).

Officiellement, les superficies livrées à la colonisation de 1840 à 1860 sont de 365 000 hectares (115 000 ha de 1840, et 250 000 ha de 1850 à 1860). De 1860 à 1870, les populations perdent encore 116 000 ha, soit donc près d'un demi million d'hectares, à la fin du Second Empire.

Or peu avant la fin de ce régime, dès 1868, à la suite de la réorganisation de l'administration, les craintes de fellahs se renforcent. L'accroissement des pouvoirs des civils, c'est-à-dire des colons va se traduire incontestablement par la dépossession des masses paysannes.

Le déclin de l'administration militaire sera donc accompagné nécessairement de la revanche des européens, et aura pour conséquence l'implantation de ces derniers dans les riches terres des ruraux. L'anecdote suivant est à cet égard, particulièrement significative :

« Qu'est-ce donc d'après toi que le régime civil ?
Demandait un colon à un Arabe ?

« C'est bien simple, répondit l'Arabe, j'ai dix charrues, on m'en prendra huit ; j'ai deux mille moutons, on m'en laissera dix ».

Ainsi à partir de 1868, les fellahs sont sérieusement exposés à de graves menaces. Désormais, après les humiliations des défaites, les souffrances, la répression, ils sont menacés dans leur existence même. Ils risquent de perdre leurs terres d'où ils puisent leur dernière énergie morale.

3) L'aggravation de la situation à la suite de la consolidation de l'administration civile en Algérie et la Chute du Second Empire.

En vertu du décret du 18 août 1868, l'essentiel des attributions de l'administration militaire, celle des Bureaux Arabes, passe aux civils, aux colons. Divers services, dont les écoles arabes-françaises relèvent désormais des civils, des autorités municipales, maires et adjoints spéciaux. Le personnel algérien est non seulement réduit à sa plus simple expression mais doit dépendre également des autorités municipales dont les préoccupations majeures restent l'acquisition des terres, des meilleures terres...

Les Algériens ne sont plus alors représentés que par quelques « adjoints indigènes » et « gardes champêtres indigènes » dans certaines communes. Sur près d'un demi-million d'habitants, on compte en tout 34 adjoints indigènes.

Par la suite, le territoire civil s'accroît, passant de 933 922 ha en 1867 à 1 234 371 ha en 1869 (2). Or à toutes ces concessions, les européens exigent d'autres, beaucoup plus étendues, notamment l'extension à tout le Tell des territoires civils et surtout la remise des pouvoirs exceptionnels des Bureaux Arabes, en précisant bien que : « Si le pouvoir exceptionnel d'infliger aux indigènes la prison et l'amende n'est pas donné aux maires, l'autorité municipale se trouvera désarmée et perdra son prestige » (2).

A Paris, le Corps Législatif souscrit à toutes ces exigences en votant à l'unanimité, l'ordre du 9 mars 1870, qui proclame : « L'avènement du régime civil en Algérie ».

C'est donc la victoire totale du parti des colons que soutiennent unanimement les membres du Corps Législatif, les libéraux du XIX^e siècle, les porte-paroles des européens en Algérie, et les revanchards de la « Commune de Paris ». C'est par voie de conséquence, aussi la défaite, le discrédit de l'administration militaire en Algérie, d'où la réaction des officiers supérieurs, et leur démission. Le Gouverneur général Mac Mahon se retire.

4) Les conséquences de la Chute du Second Empire.

En France, dès l'ouverture des hostilités avec la Prusse au début d'août 1870, les événements se précipitent. Après quelques jours de combat, les armées

françaises essuient de graves revers et capitulent finalement à Sedan. Le 4 septembre la République est proclamée. Le Second Empire n'est plus...

L'Algérie en subit immédiatement les conséquences. Le 10 août 1870, le pays est en état de siège pour prévenir tout soulèvement. La presse algérienne, celle des colons rallume et multiplie ses attaques contre ceux qu'elle identifie à l'administration des Bureaux Arabes : les chefs arabes, bachaghas, caïds... Les témoignages sont éloquentes à cet égard.

« Les européens de villes se montrent particulièrement insolents » et agressifs vis-à-vis des chefs indigènes », « Nous (caïds) avons été insultés parce que nous étions des chefs ».

C'est ainsi que le caïd Ahmed bey est poursuivi dans les rues de Sétif. Les scènes de rues deviennent alors courantes, à la suite de la défaite des armées napoléoniennes. Elles sont animées par les Européens qui depuis la proclamation de la République à Paris, se sentent désormais plus libres. Un peu partout, des comités s'installent et donnent les derniers assauts aux restes de l'administration du Second Empire, en manifestant violemment dans les rues..., contre les intermédiaires des Bureaux Arabes, les chefs arabes.

Ceux-ci sont donc les premiers visés et doivent préparer leur défense, d'où la résolution du bachagha Moqrani et ses compagnons. Ils n'ont pas d'autre alternative.

Par ailleurs, aux agissements des européens, s'ajoute une autre décision non moins lourde de conséquences pour les masses populaires. C'est le décret Crémieux. En vertu de ce décret (octobre 1870), les populations algériennes de confession israélite accèdent à la citoyenneté française. Quel effet peut provoquer un tel décret sur les algériens ? Ne s'agit-il pas là d'un acte de division, de renforcement de la colonisation et de la répression. Mais ne signifie-t-il pas aussi pour la majorité des musulmans une tentative d'assimilation, une étape vers la désislamisation, comme le montrent les tentatives de christianisation que dirigent les Pères Blancs en Kabylie, au Sahara, la construction des villages dans la vallée du Chélif (Sainte Monique, Saint Cyprien) pour abriter les algériens christianisés ?

Quoi qu'il en soit, cette dernière hypothèse explique en partie l'adhésion du Cheikh El Haddad, le porte-parole des khouans des Rahmánya au soulèvement. Désormais, toutes les couches de la population algérienne sont concernées. Il faut riposter aux campagnes des européens, des colons. Il faut prévenir les tentatives d'assimilation. Il faut défendre les terres, le sol nourricier, d'autant plus qu'à la fin de cette année de 1870 plus précisément, le 24 décembre, le gouvernement de la défense nationale étend encore le territoire civil :

« Afin de donner une première satisfaction au

besoin d'expansion si longtemps méconnu de l'élément civil en Algérie ».

Ainsi la détermination des origines et des causes de l'Insurrection de 1871 souligne bien d'importance et la portée de cet événement national. Il ne s'agit pas d'un simple mouvement local ou régional. Les masses populaires sont réellement et objectivement menacées. Leurs biens et leurs croyances sont en cause. Elles ne doivent compter que sur elles-mêmes. Civils et militaires sont contre eux, après la chute de Second Empire. La reprise des combats est donc inévitable et on n'attend que l'appel solennel du Djihad. Le capitaine Villot ne déclare-t-il pas devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale, que les Algériens :

« voyaient leurs destinées confiées aux mains de leurs antagonistes, la perte de leurs propriétés avec celle de leurs lois religieuses et civiles ».



LES PREPARATIFS

Bien avant l'ouverture des hostilités, le 23 janvier 1871, on a noté de nombreux indices sûrs et concordants, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. De nombreux rapports de l'administration coloniale adressés à Paris, soulignent bien l'imminence d'un mouvement insurrectionnel général à travers le pays.

1) Dans les villes.

Dans les centres urbains, on observe « plusieurs réunions occultes tenues dans les cafés maures », notamment à Constantine. Des pétitions anonymes sont envoyées d'Alger vers l'extérieur, à la reine d'Angleterre notamment.

D'autre part c'est à partir d'octobre-novembre, que les écoliers arabes commencent à boycotter les cours. Un peu partout, les achats d'armes et de céréales se généralisent. Les militaires s'inquiètent et réclament des renforts .

« Un mouvement insurrectionnel impossible à prévoir et susceptible de devenir rapidement général, me paraît imminent et avec le peu de troupes dont

je dispose pour le combattre, je ne saurais prévoir la gravité des conséquences qu'il pourra produire », télégraphie le général Durrieu à Paris le 15 septembre 1870.

Cependant c'est surtout dans les campagnes ainsi qu'à la frontière de l'est que l'on enregistre le plus grand nombre de faits révélateurs.

2) Dans les campagnes.

Là, les tribus se concertent, et se préparent, à l'annonce de la guerre franco-prussienne. On stocke les céréales et les armes. De petites assemblées de dix à douze personnes se constituent pour :

« surveiller les caïds, infliger des amendes, saisir les biens des récalcitrants ou des dissidents à la cause commune, acheter les chevaux, des armes et des munitions.... ». Ces assemblées ou chartiya jouent donc un rôle très important dans l'encadrement des populations. Ce sont aussi de véritables cellules révolutionnaires qui se substituent peu à peu aux djemaâ légalés, les instruments de l'administration coloniale.

Par ailleurs, après le déclenchement des opérations militaires, l'adhésion des Rahmanya, consécutivement à l'appel solennel du Djihad, le 8 avril, par le vieux Cheikh El Haddad (voir ci-dessous) renforce les rangs des combattants et le consolide, d'autant plus que des lettres écrites par le fils de l'Emir

Abdelkader, Mahieddine, sont largement diffusées dans la région de l'Est.

3) La participation des grands chefs politico-religieux à l'insurrection.

Dès les premiers jours de janvier 1871 arrivent au sud de la Tunisie, Mahieddine et de nombreuses personnalités. Parmi eux, on distingue notamment :

- Ben Hallel, l'un des anciens secrétaires de l'Emir.
- Si Mohammed Zerrouq Ben Sidi Salah qui est originaire de la région de Biskra et qui joua un rôle de premier plan dans l'insurrection des Zaatcha. Il s'était alors réfugié en Tripolitaine (Libye occidentale).
- Si Brahim ben Abdellah, le chef de l'insurrection de 1864.
- Mohammed ben Achani qui est originaire des Bouazziz de Biskra et qui est réfugié au Nefzaoua.
- Si Ahmed, originaire du Kef, joue un rôle important à la frontière.
- Selmane, l'ancien sultan de Touggourt.
- Mostéfa ben Ahmed Seghir, fils de l'ancien khalifa de l'Emir dans les Ziban, et qui est connu à Tunis, sous le nom de Mostéfa Ould Sidi Okba.
- Nacer ben Chohra, éminent notable et proche-collaborateur de Mahieddine.

A partir du début de janvier 1871, ils adressè-

rent, au nom de Mahieddine et de Nacer Ben Chohra de nombreux appels à la population pour les exhorter à la lutte et au combat sacré. Des lettres signées par ces deux personnalités arrivent à Laghouat, à Metlili, aux Mekhedma, aux Chamba, aux Saïd Otba de Ouargla..., annonçant à tous les notables que la délivrance est proche.

Dans l'une d'elles, celle de Nacer Ben Chohra, on peut lire :

« Notre seigneur Mahieddine, fils de l'Emir El Hadj Abdelkader est venu ici par ordre du Sultan, que Dieu le chérisse ! Il veut régénérer la religion. S'il plait à Dieu, il ira jusqu'à Alger rejoindre son père qui aura besoin de lui... Salut, 6 Choual 1287 » (30 décembre 1870).

Quant à celle de Mahieddine, elle est ainsi rédigée :

« Nous sommes venus ici avec l'intention de secourir la religion (L'Islam menacé) et de protéger le pays. Nous savons que vous désirez la Guerre Sainte (et qu'au nom de la religion nous trouvons en vous un digne ami et allié). Dieu a anéanti nos ennemis, il ne leur reste plus ni territoire ni armée. Tenez-vous prêts pour le jour de notre arrivée au milieu de vous. Vous n'ignorez point que les préceptes de Dieu sont que l'infirme seul peut s'abstenir de combattre. Préparez-vous donc à relever la religion. Je sais que c'est toujours votre intention et

que vous êtes des gens généreux. Le moment du départ est proche et votre délivrance imminente. Soyez sur vos gardes. Salut ! ».

De tels écrits furent très vite répandus et provoquèrent partout un grand enthousiasme, comme le montre la rapidité de l'extension des premiers combats à travers la région de l'est, en dépit des pertes d'une longue période de résistance depuis le débarquement de Sidi Ferruch, en 1830...



LE DECLENCHEMENT DE L'INSURRECTION

Commencée au début de janvier 1871, l'insurrection de 1871 ne prend fin qu'à la fin de janvier 1872, à la suite de l'épuisement de Boumerzeg El Moqrani, dans la région de Ouargla. Elle s'étend à tout le Constantinois, à la Kabylie jusqu'aux portes d'Alger, la Mitidja comprise, au massif du Chénoua jusqu'à Cherchell, au Sud jusqu'à Touggourt avec les territoires des Ouled Sidi Cheikh (Sud oranais).

La foi et la détermination des masses populaires galvanisées par la participation d'illustres personnalités, tels que les Moqrani, le Cheikh el Hadj et ses enfants Aziz et Mohammed, et tant d'autres chefs plus ou moins bien connus, comme en particulier Si Mohammed ben Belkacem qui donne de nombreux exemples de bravoure en Grande Kabylie, comme Khédiya bent Belkacem, fille d'un ancien chaouch du dey d'Alger qui remplit de nombreuses missions secrètes et dangereuses, à travers monts et vallées...

1) Le déclenchement de l'insurrection.

Le soulèvement a pour point de départ, la révolte des spahis d'Aïn Guettar, près de Souk Ahras,

le 23 janvier 1871. En quoi consiste alors cette révolte et quel sens revêt-elle ?

Cette action a, en effet, une grande importance. Il s'agit de contingents acquis à l'administration coloniale, en principe, qui se sont placés, auparavant sous les ordres de l'armée d'occupation. Or non seulement, ils refusent de servir, de s'embarquer pour la France, alors menacée gravement par les armées prussiennes, mais établissent des relations étroites avec les populations, les Hanencha. C'est avec l'aide de ces derniers que ces contingents lancent des attaques contre Souk Ahras.

Il s'agit ainsi d'une véritable prise de conscience, de la part de gens qui se sont engagés, avant, dans les rangs de l'ennemi, d'autant plus, qu'aux termes de leur contact, « ils ne pouvaient être appelés hors de la colonie » (de l'Algérie).

Ainsi cet acte traduit bien alors l'état d'esprit des populations en particulier, et leur maturité politique aux moments décisifs, en général. Tout ceci explique alors, la rapidité du mouvement à travers le pays, d'une part, et l'adhésion de plus en plus grande des masses au combat sacré, le Djihad, notamment quant ce dernier est proclamé officiellement et solennellement, aussi bien en 1830, qu'en 1871, qu'en 1945... C'est l'une des constantes de l'Histoire du peuple algérien.

2) L'extension des champs des opérations.

De la révolte des spahis d'Aïn Guettar et l'attaque de Souk Ahras, à la fin de janvier, jusqu'à l'entrée en lutte de Mohammed El Moqrani, le 16 février, soit en moins de deux mois, les champs de bataille gagnent rapidement tout le Constantinois, avec la Petite Kabylie.

C'est ainsi que toutes les tribus ravagées vingt ans auparavant par le sanguinaire Saint-Arnaud qui a laissé dans de nombreuses régions de sinistres souvenirs de massacres, d'enfumades (notamment dans le Dahra) se soulèvent rapidement (1) et harcèlent énergiquement les forces ennemies. C'est le cas notamment des Ouled Aïdoun qui détruisent le fort d'El Milia, le 14 février.

(1) C'est ainsi qu'il relata « ses exploits », en Petite Kabylie, en 1851 :

« J'ai laissé sur mon passage un vaste incendie. Tous les villages, environ deux cents, ont été brûlés, tous les jardins saccagés, les oliviers coupés ». (Lettres du maréchal Saint Arnaud, t., II, pp. 331-340).

Dans le bas Oued el Kébir, il brûle, le 12 mai, les villages des Béni Mimoun et des Ouled Asker, le 19, ravage chez les Béni Amran « plus de cinquante villages entourés de vergers et jardins ». (Tableau des établissements français en Algérie : 1850-52).

Cette « technique » n'est pas nouvelle, elle est courante pour Bugeaud qui précise :

« Cela est cruel, sans doute et le cœur m'en faisait mal, mais il n'y a pas d'autres moyens d'atteindre et de soumettre ce peuple extraordinaire » (lettre de Bugeaud à Soult, citée dans Azan : Conquête et Pacification de l'Algérie, Paris 1931, p. 278).

Dans la région de Tébessa, les Nememcha lèvent l'étendard de la victoire, pourchassent les forces coloniales et multiplient les coups de mains contre les fermes.

Ainsi, en moins de deux mois, une grande partie de l'Est prend l'initiative des combats et mène de victorieuses opérations. C'est la première étape de l'Insurrection de 1871, qui surprend l'ennemi et sème le désarroi dans ses rangs. Cependant, c'est au cours de la seconde étape, celle qui va suivre, après le 16 mars, que la déroute de l'ennemi sera encore plus grande, voire spectaculaire pendant de nombreuses semaines.

LE RENFORCEMENT DE L'INSURRECTION

L'engagement succesif des Mokrani, et des Rahmánya va renforcer énergiquement le mouvement populaire et lui donner une nouvelle impulsion, après quelques semaines seulement du déclenchement des combats.

1) L'engagement de la famille El Moqrani.

C'est l'une des plus puissantes familles aristocratiques de l'Est. L'un de ses ancêtres est l'émir de la Kalaa des Béni Hammad, l'émir Abderrahmane qui mourut vers l'an 1500. Cette famille joua, sans interruption un grand rôle politique dans la région jusqu'à la conquête française.

C'est à la suite de la mort de son père, le khalifa Ahmed, que El Hadj Mohammed Moqrani devient bachagha de la Médjana. Cependant, ses rapports se détériorent très vite avec l'administration coloniale, dès l'instauration du régime civil. Aussi ne tarde-t-il pas à adresser sa démission aux autorités centrales. Celles-ci, lui opposent une fin de non-recevoir et le déclarent responsable dans le cas de déclenchement d'une rébellion.

Sa riposte est rapide. Le 14 mars, il convoque

les siens et ses proches collaborateurs et tient un conseil de guerre. Un plan est arrêté. Il s'agit notamment, dans une première étape :

- de châtier d'abord les collaborateurs, tels que les Ouled Abdesselem ;
- de contraindre les colons à évacuer le pays et à se réfugier dans les villes, à Sétif ;
- d'isoler les autres villes (Bordj Bou Arreridj). Un plan est, d'autre part, prévu pour investir rapidement cette dernière ;
- d'adresser des lettres aux chefs arabes, qui sont encore au service de l'ennemi, afin d'ouvrir un front commun. Ses émissaires essaient alors d'établir des contacts avec ces chefs pour les convaincre et leur expliquer les intentions de Mohammed El Moqrani, qui est désormais, non le bachagha de la Médjana, mais l'Emir des Mou-djahidine.

Les résultats sont satisfaisants : tous les caïds du cercle de Bordj Bou Arreridj prêtent leur concours et leurs contingents, à l'exception de deux caïds qui ne seront point suivis par leurs tribus. Plus de 150 cavaliers et 1500 fantassins arrivent aussitôt du Hodna. Des lettres sont envoyées notamment au bachagha du Titteri, au bachagha des Ouled Naïl à Djelfa, au caïd des caïds Ali Ben Abderrahmane.

Au premier, il écrit :

« Sachez que nous avons ouvert les portes du Djihad, nous attaquons aujourd'hui Bordj Bou Arrirédj avec près de 4 000 cavaliers...

« Il y a ici un enthousiasme général pour le Djihad, et si les musulmans se soulèvent de tous les côtés, je vous jure par Dieu, qu'ils n'auront plus besoin de s'insurger une autre fois ».

Dans une autre missive, il précise dans le post-scriptum :

« Boumerzag combat la colonne d'Aumale. Il a tué quarante soldats. Si Lalla ben Si Cheikh est entré à Ouargla... Tout le Sud est en complète insurrection contre les Français ».

Ainsi Mohammed El Moqrani fait le tour des possibilités, et doit mener un double combat : une offensive armée contre les forces coloniales, et une campagne politique auprès des chefs arabes, non encore engagés avec les masses populaires. Or en ce qui concerne cette double tâche, ses efforts vont se conjuguer rapidement avec ceux des Rahmania.

2) Le soutien et l'adhésion massive des Rahmania.

Les enfants du Ckeikh El Haddad, sont non seulement acquis, mais sont aussi pressés de passer à l'attaque. Aziz n'organise-t-il pas dès le 27 mars une prière publique à Seddouq, pour l'extermination des Français ? De plus trois jours après cette prière,

un marché franc s'ouvre dans la même localité. C'est donc plus qu'un symbole, c'est un début d'affranchissement du régime colonial qu'il importe de mener jusqu'à son terme. Est-ce structuré ?

Il suffit de serrer les rangs des khouans, de s'allier aux autres forces armées, déjà en action. Cela se fait facilement, après les premiers contacts engagés par les représentants des Moqrani et ceux des Rahmánya, à partir du 30 mars. Les négociations aboutissent le 6 avril à un accord d'ensemble. L'évènement est alors célébré solennellement et publiquement par la proclamation du Djihad le 8 avril.

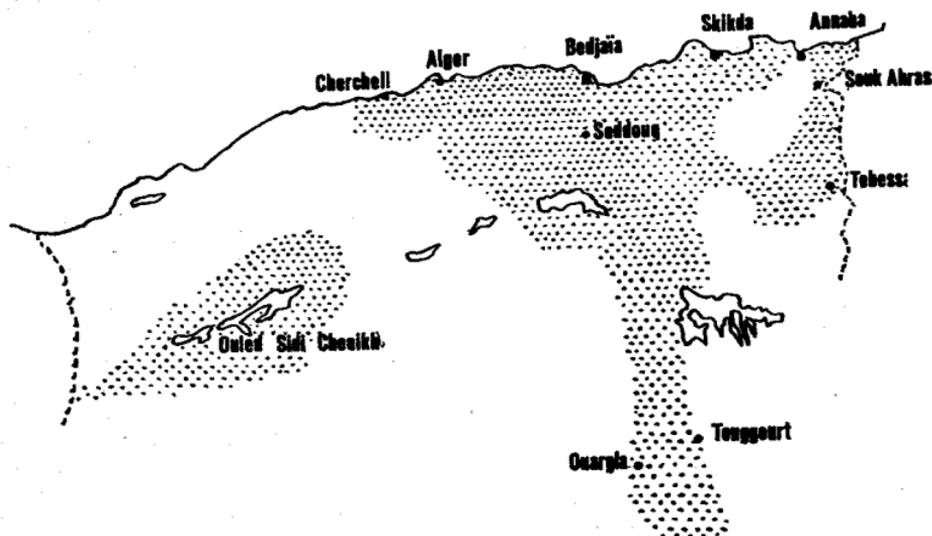
3) La proclamation du Djihad du 8 avril.

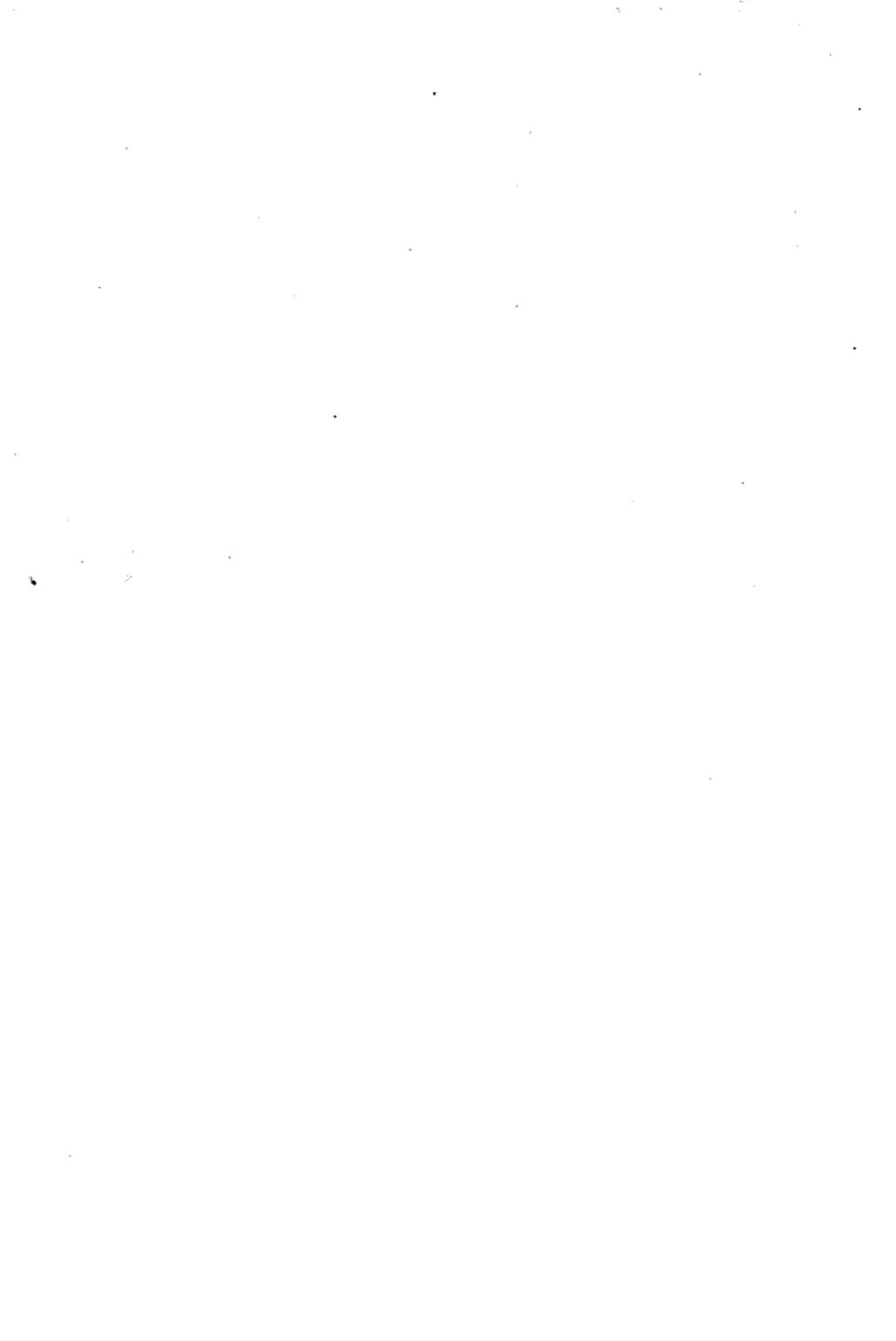
La scène se déroule, un samedi matin, à la place du marché et elle est rehaussée par la présence du prestigieux chef de la Confrérie, le vieux et vénérable Cheikh El Haddad, en dépit de son état de santé.

C'est lui-même qui prononce le sermon, après avoir présidé la prière publique. Soutenu par ses deux fils, Aziz et Mohammed, il s'avance, jette sa canne, et prononce l'historique proclamation, celle du Djihad qui va enflammer le cœur des croyants et des moudjahidines, résolus à mener le combat jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Il implore le Très-Haut et lui demande son aide pour exterminer les forces coloniales.

Un tel acte revêt, dans de pareilles circonstances, une grande signification, comme en témoigne l'histoire de notre Guerre de Libération. Les répercussions immédiates sont considérables. Elles se sont traduites aussitôt par la participation de 120 000 moudjahidines représentant quelques 250 tribus, au moins, soit environ 600 000 personnes.

Aussi les engagements et harcèlements vont-ils se multiplier et concerner une grande partie du territoire national. De nombreuses places fortes et villes seront bloquées et coupées du reste du pays.





L'OFFENSIVE GENERALE DES MOUDJAHIDINE

Renforcé successivement par les combattants d'El Moqrani et ceux des Rahmánya, le mouvement insurrectionnel va déployer une grande activité à travers de nombreuses régions, et gagner très vite la sympathie et l'adhésion des masses populaires. Chaque engagement, chaque combat constituent autant de stimulants, même si les armes, et surtout l'artillerie, font défaut dans les rangs des moudjahidine. Leur foi demeure leur arme absolue...

1) Les premières offensives.

Conformément au plan arrêté par l'Emir des Moudjahidine, le 14 mars l'attaque générale de Bordj Bou Arréridj est décidée. C'est l'Emir lui-même qui après avoir inspecté les combattants, donne le signal. Ces derniers sont renforcés tour à tour par les spahis qui étaient au service de l'ennemi, et par les goums de la Médjana et du Hodna, conduits par Mohammed Ben Adda.

A midi, la bataille est lancée : les fantassins attaquent à l'ouest et au nord, tandis que les cavaliers

sont au sud et à l'est. Le combat est violent. Le capitaine commandant le Bordj sollicite une entrevue avec l'Emir des Moudjahidine. Ce dernier lui dicte une évacuation inconditionnelle, et l'évacuation sous escorte des civils jusqu'à Sétif. Le capitaine refuse et se replie dans le fort. L'encercllement durera jusqu'au 27 mars, jusqu'à l'évacuation totale.

Parallèlement au siège de Bordj Bou Arréridj, le frère de l'Emir, Boumezrag prend l'initiative des combats dans d'autres régions, notamment dans celle de Sour El Ghazlane.

Ainsi, de plus en plus, les engagements militaires font tache d'huile et sont couronnés de succès grâce à la participation massive des populations, notamment, après la proclamation du Djihad, le 8 avril, avec laquelle commence la période culminante de l'Insurrection.

2) La généralisation des combats.

En effet, les semaines qui suivent cette proclamation sont marquées par de nombreuses opérations qui sont, le plus souvent victorieuses, en dépit de la grande inégalité des forces matérielles en général, et de l'absence d'artillerie chez les moudjahidine, en particulier.

Aziz divise ses forces en deux. Il prend le commandement de 5 000 hommes, soit les représentants de toutes les tribus de la rive droite de l'Oued Sahel.

Son lieutenant Abdellah ben Abdelkader El Ouah-rani, assisté de deux moqqadems, commande la deuxième armée.

Apprenant le débarquement du général Lapasset à Bédjaïa, avec de nouvelles troupes le 14 avril, Aziz passe en revue ses djounoud, préside une grande prière publique et lance l'offensive. Débordé, Lapasset se replie jusqu'à Ighil-ou-Azouz. Les accrochages se multiplient et le général doit alors évacuer la ville pour la Mitidja où les khouans sont maîtres.

Par ailleurs, partout les forces populaires sont victorieuses et contraignent les derniers colons et européens à évacuer en hâte les plaines et vallées vers les réduits militaires et les villes non encore investies.

3) La mort de l'Emir des Moudjahidine.

C'est au début du mois de mai, alors que de nombreux fronts sont ouverts, en de nombreux points dans l'est et le centre du territoire national, qu'intervient la mort de l'Emir des Moudjahidine.

Cette mort intervient, notamment après l'attaque du bordj stratégique de Bouïra le 2 mai et le combat de l'Oued Souffat. Au cours de la matinée du 5 mai, sur la rive droite de cet oued, l'Emir, comme d'habitude fait sa prière, avant de donner

l'ordre du jour et avant de préciser les consignes à respecter.

Au moment, où il s'apprête à terminer la prière du matin, une balle l'atteint au front, entre les yeux, selon certains témoignages, au front selon d'autres. L'Emir, très courageux, se retient, se prosterne et prononce le sermon, la chahada, et son dernier hommage. Le grand chef, comme tous les valeureux combattants, tombe ainsi glorieusement sur le champ de bataille, non sans avoir inscrit de belles pages dans l'histoire héroïque de notre peuple.

Par la suite, son corps est transporté rapidement jusqu'à son village natal où il repose pieusement dans le cimetière, parmi ses proches et tant de martyrs. Depuis le 5 mai 1971, un siècle après, une stèle rappelle sobrement son martyre aux générations présentes et futures, comme le font d'autres stèles, notamment dans cet immense champ de bataille qu'est la Soummam, à la mémoire des moudjahidine de 1954 à 1962.

4) La poursuite de l'offensive.

La mort de Mohammed El Moqrani, loin de modifier la situation générale, va au contraire rendre les opérations plus meurtrières pour les forces ennemies. En effet, c'est bien après cet événement, que d'importantes victoires sont enregistrées et que l'Insurrection entre dans sa phase culminante.

Une série de combats suit et se concrétise par l'occupation et le contrôle d'importantes places fortes qui sont : Dellys, Tizi-Ouzou, Bédjaïa, Naït Irathène, Béni Mansour... Dès la fin du premier semestre, les deux Kabylies, l'ensemble des Hautes Plaines Constantinoises jusqu'aux Aures, à l'exception de Batna et de Sétif, sont libérées. Il en est de même des Plaines du Hodna avec les villes de Msila et Bou Saâda.

Par ailleurs, les forces populaires encadrées par les moqqadems et les khouans des Rahmanya continuent de nettoyer les plaines et lancent de nombreuses attaques contre El Milia, et Mila jusqu'au littoral. Elles pénètrent dans la Mitidja, la contrôlent. Partout les colons se replient vers la capitale et El Harrach.

D'autre part, la prise de certaines villes donne lieu à de violents combats. C'est le cas notamment de Lakhdaria. Là, on signale de nombreux engagements dans les rues. Cependant, contrairement aux versions déformées de l'ennemi, « la tuerie de Palestro » fut en réalité, un véritable combat de rue où cinquante hommes furent tués, les armes à la main, tandis que quarante deux femmes, vieillards et enfants, étaient faits prisonniers. En effet, les combattants restent vigilants et essaient de respecter les prescriptions de la loi que Cheikh El Haddad rapella, le jour de la proclamation du Djihad, alors que les exécutions

sommaires des forces coloniales sont assez fréquentes.

Ainsi, à la fin du premier semestre, les moudjahidine contrôlent une grande partie du territoire national. Ils ont livré de nombreux et violents combats qui se sont soldés par des victoires, en dépit de la disproportion des armements. Bien souvent, les moudjahidine durent combattre sans armes, ou attendre de prendre les armes de ceux qui tombaient.

L'EXTENSION DES THEATRES D'OPERATIONS

Après les offensives victorieuses des forces populaires enregistrées au cours des dernières semaines du premier semestre, de nouveaux fronts sont ouverts et concernent à la fois les régions du Sud (Touggourt et Ouargla) et celles de Cherchell, à l'ouest d'Alger, en dépit du nouveau rapport des forces. En effet, après l'écrasement du mouvement populaire de la Commune de Paris, en juin de la même année (1871), des renforts dotés d'un armement lourd arrivent massivement et expliquent alors les revers survenus en Kabylie, et dans le reste du pays.

1) Les premiers revers :

Ils sont enregistrés au début de juillet, à la suite de l'utilisation de l'armement lourd. C'est grâce à ce moyen, que de nombreux sites et places fortes tombent. L'ennemi recourt à sa tactique classique, déjà utilisée, au cours des quarante années d'occupation, « la terre brûlée », les destructions de villages, de récoltes, le pillage systématique des silos, indépendamment des exécutions sommaires de prisonniers...

Cependant les volontaires de la mort se défendent avec bravoure et foi ; en utilisant tous les moyens. C'est ainsi que Si Mohammed Ben Belkacem récupère dans les ruines du fort de Bogni, deux vieux canons hors d'usage et des boulets abandonnés. Il les réutilise tant bien que mal. Mais le plus souvent on est contraint de se battre sans arme, comme en témoigne l'exemple sans précédent de Larba Naït Iratène.

Le 22 mai, deux mille deux cent quatre vingt deux moussebbiline, après avoir entendu la prière des morts, escaladent les remparts du fort, sous un feu nourri de l'ennemi. Leur martyre force l'admiration de leurs bourreaux...

Quoi qu'il en soit le combat est engagé et se poursuit, quelles que soient les circonstances, même après le découragement de Aziz et de Mohammed et finalement leur reddition, le 13 juillet, en compagnie de leur père. C'est, en effet, ce jour même, que le Djihad est de nouveau proclamé dans la région de Cherchell, par un chef, non moins prestigieux, Malek Ben Berkani, tandis qu'au sud, les événements qui s'y déroulent déroutent beaucoup l'ennemi.

2) Les opérations du Sud :

Dans ces régions, la situation est complexe, et fort différente des autres régions du territoire national. En effet, contrairement au Tell où l'ennemi s'attacha dès les premières années de l'occupation à

détruire les structures traditionnelles et surtout à désorganiser l'économie des populations, afin de les affaiblir et de les soumettre. Au Sahara, il conserva les structures anciennes, et s'appuya sur les chefs locaux pour maintenir sa domination à moindres frais.

Dans ces conditions, il est difficile aux leaders de l'Insurrection, tels Bouchoucha et son lieutenant Nacer Ben Chora de convaincre facilement les chefs demeurés fidèles à la puissance coloniale. Obtenir leur ralliement est très difficile et il faut alors, les combattre et mener contre eux plusieurs opérations. C'est le but des engagements contre Guemmar, et d'autres ksours. Ces efforts sont alors couronnés de succès, certains collaborateurs se rallient et font cause commune avec Bouchoucha, au début de juillet. L'ennemi est stupéfait, comme le souligne l'un de ses historiographes :

« Telles furent, dans le cercle de Biskra, les ruines et les humiliations qu'attirèrent à la France, les plus nobles, les plus dévoués... » (1).

Or la stupéfaction de l'ennemi est encore plus grande, lorsqu'il apprend l'extension de l'Insurrection à la région de Cherchell, là où rien n'était prévisible...

(1) L. Rinn : Histoire de l'Insurrection de 1871 en Algérie, Alger 1891.

3) L'adhésion des Béni Menacer et leurs voisins au mouvement insurrectionnel :

En fait, leur région ne pouvait rester indifférente à ce qui se passait à l'est depuis le début de l'année. En effet, cette région a été marquée profondément par les débuts de la conquête française. N'a-t-elle pas résisté énergiquement aux troupes coloniales et souffert beaucoup des destructions massives de Saint Arnaud :

« ...nous brûlons tous les douars, toutes les villes toutes les cahutes ».

« On ravage, on brûle, on pille, on détruit les maisons et les arbres », écrit-il, sans gêne...

De plus, c'est cette région qui a offert de nombreux proches-collaborateurs à l'Emir Abdelkader dont le lieutenant Si Mohammed Ben Aïssa El Berkani.

L'un des neveux de ce dernier, Malek El Berkani, va poursuivre la mission sacrée de ses proches, après avoir été interné pendant quatorze ans, de 1842 à 1856. En 1871, il est âgé de soixante six ans et va diriger les combats jusqu'au bout. C'est, en effet l'un des représentants authentiques de la région.

Comment va-t-il alors préparer la résistance, alors que les circonstances sont très difficiles, après l'arrivée massive de renforts, venus de France ?

Son plan diffère très peu de celui de l'Emir des Moudjahidine, Mohammed El Moqrani qui est tombé au champ d'honneur depuis le 5 mai. Malek El Berkani commence par assainir ses rangs, en éliminant les collaborateurs de l'administration coloniale (caïds). Il envoie de nombreux émissaires, dans toutes les directions pour expliquer ses intentions, et coordonner les efforts de tous. D'autre part, un plan d'opérations précis est arrêté.

Pour officialiser ce dernier et lui donner une grande importance, devant les populations, il préside, à l'occasion de la tenue du jour du marché hebdomadaire, une grande prière publique. Cela se passe, le jeudi 13 juillet, le Djihad est proclamé solennellement. Le sacrifice de tous est réclamé, et les consignes sont précisées.

C'est toute la région comprise entre Cherchell, Miliana et les Hajoute, et dans laquelle vivent les Béni Menacer, Chéraga et Ghéraba, les Zatima, les Béni Zioui, les Gouraya, les Larhat et les Béni Ménade, qui se mobilise, et fait cause commune avec les Moudjahidine.

4) La résistance :

Menée successivement par Malek El Berkani et son fils Si Brahim, la résistance va se prolonger jusqu'à la fin du mois d'août, en dépit de la supériorité matérielle écrasante de l'ennemi.

Le combat commence, le 14 juillet, le lendemain de la proclamation du Djihad, au souk des Béni Menacer. Les premiers théâtres d'opérations se situent autour des villages de colonisation : Novi, Zurich, Vesoul-Béniane... Les colons de ces centres et ceux des fermes isolées les évacuent en hâte et se replient à Cherchell. Celle-ci est très vite isolée et coupée de la terre.

Ainsi très vite, toute la montagne redevient libre, et retrouve son indépendance, mais l'arrivée des renforts et surtout de deux colonnes parties d'Alger le 27 juillet précipitent les engagements. De plus les populations assistent le plus souvent à de nombreuses destructions et dévastations, de la part d'un ennemi puissamment armé et doté d'un matériel lourd. C'est ainsi que de nombreux villages, dont ceux des Tidaff sont raziés et brûlés. La colonne Ponsart se rend célèbre par ses atrocités, comme le note l'historiographe précité, L. Rinn en les qualifiant :

« de destructions systématiques et barbares » alors que les moudjahidine se montrent humains envers les prisonniers, comme cet historiographe le reconnaît, à propos du traitement réservé au sergent-major Alexandre qui « n'a eu qu'à se louer de la façon, dont il avait été traité par les Brakna », précise-t-il encore.

Quoi qu'il en soit, et même après la mort de Malek El Barkani, tombé héroïquement sur le champ

de bataille dans le combat de Zurich, le 2 août, la résistance que dirige alors Si Brahim se poursuit, et les combattants contraints le plus souvent à se défendre sans armes, bravent tous les dangers jusqu'au bout, jusqu'à la fin du même mois (août). Or même après la fin de la résistance armée, les populations évitèrent tout contact avec la puissance coloniale et se réfugièrent dans la montagne. Trente ans, après certains d'entre eux, ne supportant plus les exactions des agents forestiers, se soulèveront et attaqueront le village de colonisation, de Margueritte, en 1901...

La fin de la résistance des Béni Ménacer et de leurs voisins annonce-t-elle la fin de l'Insurrection ? Que deviennent les fronts de Kabylies, de l'Est et du Sud ?



LA FIN DE L'INSURRECTION

Parallèlement aux combats des Béni Ménacer dans tout le Djebel Zaccar, les forces populaires dirigées toujours par les Rahmaya et les successeurs de l'Emir des Moudjahidine, continuent de soutenir la résistance dans tout l'est du territoire national, en comptant le plus souvent sur leur foi, et leur détermination inébranlable, devant un ennemi puissamment armé.

1) La poursuite de la résistance sur les premiers théâtres d'opérations :

Elle est menée à la fois par le successeur du Cheikh El Heddad, d'une part, et par ceux de Mohammed El Moqrani, d'autre part.

Depuis le 13 juillet, se trouve à la tête des Rahmaya, un remarquable moqqadem, Moulay Chekfa, qu'assistent de nombreux moqqadems et qui sont tous décidés à poursuivre les combats, coûte que coûte. Les khouan ne reculent devant aucun danger et préfèrent tomber sur le champ d'honneur que de se rendre. Aussi, l'ennemi multiplie-t-il les razzias et les destructions sauvages pour atteindre le moral des combattants. L'ennemi s'acharne dans les sec-

teurs d'El Milia, de Jijel, de Béjaïa..., contre les populations, sans armes.

Par ailleurs, Boumerzag et Saïd Ben Boudaoud El Moqrani opposent également une vive résistance aux forces coloniales et leurs supports, même s'ils doivent, après une offensive générale, se replier plus au sud, dans les chaînons de l'Atlas Saharien, avant d'arpenter les sables du Sahara.

Les responsabilités sont d'abord partagées entre Boumerzag et Saïd. A celui-ci revient la tâche de recruter de nouveaux volontaires, de maintenir le blocus contre Bou Saâda, et de surveiller Msila, la ville du Hodna. Quant à Boumerzag, il prépare activement de nouveaux fronts, et s'apprête à mener encore une longue guerre, une guerre d'usure, en dépit des progrès des forces ennemies. Ses efforts ne tardent pas à se concrétiser et à se traduire par la libération d'une grande partie du Hodna, trait-d'union entre le Tell et le Sahara.

2) L'extension des combats au Sahara et les derniers fronts :

Boumerzag mène une double action ; une campagne d'explication pour convaincre les indécis et les collaborateurs du régime colonial au Sud, et une campagne pour renforcer ses armées dans le Hodna. C'est ainsi qu'il parvient à se consolider dans le Hodna, en infligeant de lourdes pertes, à l'ennemi.

Msila devient une citadelle invincible. La seule réponse de l'ennemi, comme d'habitude, consiste à détruire massivement les villages et la récolte, à étendre au maximum, la guerre dite de « terre brûlée ». Le mois de septembre est ainsi caractérisé par de nombreuses dévastations et exactions de toutes sortes.

Quant au mois suivant, il est marqué par des engagements violents dans le Djebel Maadid, dans les Monts du Hodna. Or de partout, affluent les renforts ennemis, de Batna, du Nord, de l'Ouest et convergent vers les armées populaires que dirige Boumerzag, en personne.

Même si les djounoud sont contraints de quitter le Hodna et de se replier vers le sud, ils continuent de combattre, d'autant plus que dans les oasis, la campagne que mène notamment Nacer Ben Chohra porte ses fruits. Il arrive à contrôler une grande partie du Sahara septentrional et oriental, l'Oued Rhigh, les Zibans, et jusqu'à la périphérie du Mzab.

Les engagements se multiplient à travers ces vastes régions désolées, à la fin de l'année, et au début de janvier 1872. Elles s'étendent bien au sud de Ouargla, jusqu'à Aïn-Tolba, à plus de... 640 km du pays natal d'El Moqrani.

C'est après une année de lutte et de sacrifices, et loin, très loin de ses montagnes kabyles, cadre de son enfance et de toute sa carrière, que Boumer-

gaz finit glorieusement sa carrière. Le dernier épisode est digne des grands héros, des plus grands héros de l'Algérie combattante. Épuisé, et sans ressources, après le dernier combat qui prend fin le 14 janvier, il marchera en compagnie d'un de ses collaborateurs, pendant plus de six jours, sans une goutte d'eau, et sans vivres. Le 20 janvier, l'ennemi les retrouve tous les deux, inanimés, près d'une petite flaque d'eau...

3) Les conséquences de l'Insurrection :

Les menaces que les populations redoutaient vont inexorablement se réaliser. Mais les nombreux fronts ouverts par les forces populaires au cours de l'année 1871 constituent une leçon très dure pour la puissance coloniale et ses intermédiaires. Vont-ils la comprendre et la méditer longtemps ?

Loin de pénétrer les réalités algérienne, loin de tirer les enseignements de près d'un demi-siècle de combats et de résistance, de la part d'un peuple, contraint le plus souvent à se défendre sans arme, l'ennemi ne compte que sur la repression, et la spoliation des terres.

« Il faut que la repression soit telle qu'elle devienne chez toutes les tribus une sinistre légende garantissant une sécurité sérieuse aux immigrants », proclame la presse des ultras.

D'où les mesures arrêtées au lendemain de l'Insurrection de 1871.

1) Le paiement d'une forte contribution de guerre.

A titre de contribution de guerre, les populations doivent verser 64.739.075 francs-or, soit 80 francs-or par personne, soit encore 70,40 % du capital des personnes sequestrées.

D'autre part, l'amende varie de 70 F par fusil pour les tribus « qui s'étaient fait remarquer », à 140 F pour celle « qui n'avaient pas pris une part prépondérante à l'insurrection », et 210 F pour celles qui s'étaient montrées les plus hostiles ».

2) Le sequestre collectif :

Déjà connue et appliquée conformément à la loi du 31 octobre 1845, cette mesure va permettre à la colonisation de s'approprier illégalement les meilleures terres : 446 406 ha dont 301 516 ha de terres de cultures sont ainsi sequestrés. Sept collectivités cèdent entièrement leur terres, unique moyen de subsistance.

Les terres spoliées servent alors à la création de nombreux périmètres de colonisation, et à l'agrandissement des périmètres existants.

3) La condamnation des combattants.

De nombreux combattants sont traduits devant des cours d'assises où siègent des jurys de colons. Les sentences sont très sévères. Les principaux chefs

sont déportés à vie en Nouvelle-Calédonie. Bumerzag, d'abord condamné à mort, est exilé dans cette colonie jusqu'en 1878. Relâché il ne rentre à Alger qu'en 1905, quelques mois avant sa mort.

Quoi qu'il en soit, ces sentences, et les mesures décidées ne peuvent et ne pourront jamais réduire un peuple épris de justice, et jaloux de sa liberté et de son indépendance, comme le montre notre histoire et celle de tous les peuples qui ont combattu et combattent encore le colonialisme l'impérialisme et le néocolonialisme.

Si l'Insurrection de 1871 a été manquée, elle a constitué, sûrement un sévère avertissement pour l'ennemi. N'a-t-elle pas été suivie, en dépit de l'affaiblissement des populations et d'une très longue période de guerre, par de nombreuses révoltes ? N'a-t-elle pas été aussi, la Préface de la Guerre de Libération ?

CONCLUSION

La reprise des combats dès janvier 1871, la réponse positive des masses populaires à l'appel du 8 avril 1871, ne prolongeait pas simplement la longue résistance du peuple algérien.

Intervenant après 40 ans de luttes acharnées, de souffrances et de sacrifices, voire d'épuisement quasi-général, après les destructions massives et les multiples opérations de « terre brûlée » perpétrées par les forces armées françaises, l'Insurrection de 1871 est la seule réponse possible des Algériens à l'instauration du régime des civils, aux agissements des européens à la fin de 1870, aux décisions prises par les nouvelles autorités françaises à la fin de la même année...

La fin de l'Insurrection de 1871 se traduit par de dures épreuves, par la dépossession massive et accélérée d'abord des populations ayant pris part directement ou indirectement à l'Insurrection, puis à celle de l'ensemble des fellahs à travers les riches terres du Tell. Elle se traduit également par l'aggravation du « Code de l'Indigénat », la généralisation abusive et inhumaine de l'application du principe

de la responsabilité collective, notamment à la suite des périodiques incendies de forêts...

Sponliation des meilleures terres, création d'un vaste marché du travail fort avantageux pour les colons, à la suite de la sous-prolétarianisation massive des fellahs, extension de l'analphabétisme et de ses effets dans les campagnes et dans les villes tels sont les buts de la colonisation.

Mais le régime imposé par la force et le sang a-t-il atteint la foi et l'idéal de liberté des algériens ? S'il a empêché toute insurrection armée générale jusqu'au 1^e Novembre 1954, les fellahs n'ont jamais accepté la dépossession de leurs terres, comme le montrent clairement de nombreux faits, notamment le refus des dépossédés de quitter leurs terres après les citations et les soulèvements locaux (Ouled Sidi Cheikh en 1881, le douar Adelia près de Miliana en 1901, les Chaouïa des Aures en 1916...). Dans les villes, la résistance au colonialisme prend plusieurs formes : refus de servir les forces armées en 1914, l'émigration, et surtout les manifestations individuelles ou collectives qui aboutirent à la création des partis nationalistes.

Tout cela préparait activement le 1^e Novembre 1954.

BIBLIOGRAPHIE

1. L.RINN : Histoire de l'Insurrection de 1871 en Algérie, Alger 1891.
2. Ch. R. AGERON : Les Algériens Musulmans et la France, Paris 1968, t I, p. 2-36.
3. Ch. R. AGERON : L'Insurrection de 1871 en Algérie, Le Monde du 14 avril 1971, p. 7.
4. Ch. A. JULIEN : Une Insurrection en Kabylie, Preuves, décembre 1954, p. 60-66.
5. M. LACHERAF : Le patriotisme rural en Algérie, Esprit, mars 1955, p. 376.
6. Y. LACOSTE, A. NOUSCHI, A. PRENANT : L'Algérie passé et présent, Paris, 1960 p. 331-342, 377-382.
7. A. NOUSCHI : Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises de la conquête jusqu'en 1919. Paris 1961.
8. BULLETIN OFFICIEL DU GOUVERNEMENT GENERAL EN ALGERIE : voir notamment les années 1871, 1872, 1881, 1882, chapitres : Séquestres, propriété indigènes, forêts, centres de colonisation.
9. LUCIANI : Chansons kabyles, Revue Africaine, 1899, p. 191 et 149.

Achevé d'imprimer : Mai 1972
sous les presses de la S.N.E.D.
ALGER

**Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction
assurés pour tous les pays
S.N.E.D. - ALGER**



۱۹۷۲: عام الكتاب